Merci à vous pour cette invitation à ouvrir cette journée pédagogique. Merci à Madame Calliabetsou et à Madame Vihou dont je comprends qu’elles en sont les initiatrices inspirées, merci aussi aux autres professeurs et spécialistes de ces questions d’éducation de les avoir rejoint.

L’Institut français à Athènes apporte son soutien à de telles initiatives. Elles permettent aux enseignants et chercheurs de se rencontrer et de s’organiser, et ensemble de faire prévaloir dans le domaine éducatif, dont ils sont les spécialistes, une forme de cohérence.

Je crois beaucoup au rôle des experts auprès des politiques. Les experts peuvent se tromper, ils se sont d’ailleurs beaucoup trompé. Cela ne les ridiculise pas pour autant que leurs avis soient étayés sur de véritables recherches, et non pas guidés par des choix seulement idéologiques. Ils sont en cela dans leur rôle, celui d’éclairer la puissance publique. Ensuite celle-ci décide en fonction d’autres enjeux : l’état de la société, les finances, les attentes du corps social, l’urgence. Mais du moins le politique dès lors parle en connaissance de cause.

Il n’y a rien de pire au fond que le politique qui n’agit que sous la pression d’une majorité mal informée et tout en étant lui-même ignorant. Ce n’est pas à des Grecs que je vais faire la morale sur la nécessité d’une démocratie éclairée.

Dans le même temps – et d’aucuns le savent, je milite pour une présence plus affirmée des enseignants dans la vie publique et le renforcement de leur statut d’intellectuel. Nous leur confions nos enfants, nos adolescents, ce que nous avons de mieux, ils doivent être culturellement et socialement à la hauteur. Ils doivent se cultiver, s’informer et partager ces savoirs. Ils doivent réinvestir ce rôle de sages et de militants sur la scène sociale. Le monde de demain n’en sera que meilleur.

J’évoque ces questions, celle de la scène sociale, les enjeux idéologiques, les choix politiques parce qu’on ne peut pas ne pas les évoquer quand il s’agit d’aborder la question des publics migrants et de leur scolarisation, de leur intégration au corps social, ou pas. Ce sont des enjeux politiques essentiels.

Vous vous préoccupez aujourd’hui de la question de la scolarisation des ROM, c’est un problème ancien, en Grèce et ailleurs. Celui de la scolarisation de populations qui ne sont pas sédentaires. Encore qu’elles le soient aujourd’hui de plus en plus, et souvent assimilables à celles de populations stables, mais défavorisées.

Mais au-delà il y a ce à quoi les pays occidentaux sont désormais confrontés et ils le seront de plus en plus, ce sont ces immenses vagues de populations désormais sans lieu, hors lieu qui traversent l’Europe et cherchent à s’y établir.

Ce problème nous devons bien le regarder en face.

L’autre est désormais notre avenir. Rien ne sert de se replier sur soi - même et de défendre une identité qui n’existe plus, de fait, qu’à travers le regard de l’autre. C’est lui qui nous fait, par son regard, ce que nous sommes ; du moins en partie.

Je plaide vous l’avez bien compris pour une société multiculturelle et le droit à la différence. C’est cette différence que nous devons apprendre à connaitre et dont nous pouvons nous enrichir. Nos cultures sont riches de cette capacité d’absorption.

L’école de la réussite, celle à la logique de laquelle s’attache Pénélope Calliabestou dans son propos à venir, a été une grande question en France. Pas simplement s’agissant des seuls publics migrants, mais sur la question de la réussite scolaire des enfants défavorisés, issus des « quartiers » comme on dit. Non pas populations migrantes, mais souvent populations d’immigrés et ce sont ces populations qui alimentent des bassins de pauvreté et de chômage, car si nous avons voulu intégrer ces populations, dans le même temps nous n’avons pas fait suffisamment pour leur permettre de s’intégrer.

L’actuel ministre de l’Education a pris depuis deux ans des décisions propres à redéfinir l’Ecole de la République et des mesures propres à lutter contre l’échec scolaire à travers une douzaine de mesures de bon sens.

Ces mesures prennent la suite de dix ans d’interventions couteuses dans le champ éducatif au bénéfice des populations défavorisées. Ces politiques dites des zones d’éducation prioritaires viennent d’être très sévèrement jugées par le Conseil national d’Evaluation su Système Scolaire (CNESCO), dont je vous engage à lire le rapport :

<http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/09/160927Dossier_synthese_inegalites.pdf>

Ainsi les questions liées à l’immigration, à la scolarisation des immigrés et des publics migrants, la montée de l’intolérance et de l’incivilité, la préservation de la laïcité rendent plus que jamais nécessaires les mesures pour tenter de prévenir ce qui serait en même temps une faillite des systèmes éducatifs et des sociétés libérales fondées sur des valeurs humanistes. Alors qu’un enfant d’ouvrier ou d’employé à toujours deux fois moins de chances qu’un enfant de cadre d’obtenir le baccalauréat général, on estime que dans les pays de l’OCDE un quart des élèves sont en difficulté scolaire.

La politique d’éducation prioritaire a pour objectif de corriger l’impact des inégalités sociales et économiques sur la réussite scolaire par un renforcement de l’action pédagogique et éducative dans les écoles et établissements des territoires qui rencontrent les plus grandes difficultés sociales. La loi d’orientation et de programmation pour la refondation de l’École de la République en a défini l’objectif : ramener à moins de 10% les écarts de réussite scolaire entre les élèves de l’éducation prioritaire et les autres élèves de France. La refondation de la politique d’éducation prioritaire est généralisée à la rentrée 2015.

Espérons que celle – ci sera mieux inspirée et portera davantage de fruits que les précédentes.

Vous voyez qu’elle ne s’adresse pas simplement aux enfants immigrés, même si la scolarisation de ceux – ci pose des problèmes spécifiques, mais aux enfants et adolescents des milieux défavorisés dans leur ensemble.

Mon sentiment est que nous devons avancer de manière très déterminée sur ces domaines qui relèvent d’une expertise et de constats qui obligent à trouver des solutions.

Dans ces actions les universitaires et le corps enseignant dans leur entier ont leur rôle à jouer. Le pire serait une forme de démission et de découragement qui engagerait à ne rien faire. Vous avez un rôle de pionniers. Les autres suivront. Pour agir on n’a pas forcément besoin d’être convaincus. Il faut simplement avoir des maitres inspirés. Les autres suivront. L’essentiel est qu’ils marchent dans la bonne direction. C’est à vous de la montrer. Ils suivront.

**Phrases subordonnées**

1. Merci à vous pour cette invitation à ouvrir cette journée pédagogique. Merci à Madame Calliabetsou et à Madame Vihou **dont je comprends qu’elles en sont les initiatrices inspirées**, merci aussi aux autres professeurs et spécialistes de ces questions d’éducation de les avoir rejoint.
2. L’Institut français à Athènes apporte son soutien à de telles initiatives. Elles permettent aux enseignants et chercheurs de se rencontrer et de s’organiser, et ensemble de faire prévaloir dans le domaine éducatif, **dont ils sont les spécialistes**, une forme de cohérence.
3. Je crois beaucoup au rôle des experts auprès des politiques. Les experts peuvent se tromper, ils se sont d’ailleurs beaucoup trompés. Cela ne les ridiculise pas **pour autant que leurs avis soient étayés sur de véritables recherches**, et non pas guidés par des choix seulement idéologiques. Ils sont en cela dans leur rôle, celui d’éclairer la puissance publique. Ensuite celle-ci décide en fonction d’autres enjeux : l’état de la société, les finances, les attentes du corps social, l’urgence. Mais du moins le politique dès lors parle en connaissance de cause.
4. Il n’y a rien de pire au fond que le politique qui n’agit que sous la pression d’une majorité mal informée et tout en étant lui-même ignorant. Ce n’est pas à des Grecs que je vais faire la morale sur la nécessité d’une démocratie éclairée.
5. Dans le même temps – et d’aucuns le savent, je milite pour une présence plus affirmée des enseignants dans la vie publique et le renforcement de leur statut d’intellectuel. Nous leur confions nos enfants, nos adolescents, **ce que nous avons de mieux,** ils doivent être culturellement et socialement à la hauteur. Ils doivent se cultiver, s’informer et partager ces savoirs. Ils doivent réinvestir ce rôle de sages et de militants sur la scène sociale. Le monde de demain n’en sera que meilleur.
6. J’évoque ces questions, celle de la scène sociale, les enjeux idéologiques, les choix politiques **parce qu’on ne peut pas ne pas les évoquer** **quand il s’agit d’aborder la question des publics migrants et de leur scolarisation, de leur intégration au corps social, ou pas**. Ce sont des enjeux politiques essentiels.
7. Vous vous préoccupez aujourd’hui de la question de la scolarisation des ROM, c’est un problème ancien, en Grèce et ailleurs. Celui de la scolarisation de populations **qui ne sont pas sédentaires**. Encore qu’elles le soient aujourd’hui de plus en plus, et souvent assimilables à celles de populations stables, mais défavorisées.
8. Mais au-delà il y a ce **à quoi les pays occidentaux sont désormais confrontés** et ils le seront de plus en plus, ce sont ces immenses vagues de populations désormais sans lieu, hors lieu **qui traversent l’Europe et cherchent** à s’y établir.
9. Ce problème nous devons bien le regarder en face.
10. L’autre est désormais notre avenir. Rien ne sert de se replier sur soi-même et de défendre une identité **qui n’existe plus**, de fait, qu’à travers le regard de l’autre. C’est lui qui nous fait, par son regard, **ce que nous sommes** ; du moins en partie.
11. Je plaide vous l’avez bien compris pour une société multiculturelle et le droit à la différence. C’est cette différence **que nous devons apprendre à connaitre** et **dont nous pouvons nous enrichir**. Nos cultures sont riches de cette capacité d’absorption.
12. L’école de la réussite, celle à la logique de laquelle s’attache Pénélope Calliabestou dans son propos à venir, a été une grande question en France. Pas simplement s’agissant des seuls publics migrants, mais sur la question de la réussite scolaire des enfants défavorisés, issus des « quartiers » comme on dit. Non pas populations migrantes, mais souvent populations d’immigrés et ce sont ces populations **qui alimentent des bassins de pauvreté et de chômage,** car **si nous avons voulu intégrer ces populations**, dans le même temps nous n’avons pas fait suffisamment pour leur permettre de s’intégrer.
13. L’actuel ministre de l’Education a pris depuis deux ans des décisions propres à redéfinir l’Ecole de la République et des mesures propres à lutter contre l’échec scolaire à travers une douzaine de mesures de bon sens.
14. Ces mesures prennent la suite de dix ans d’interventions couteuses dans le champ éducatif au bénéfice des populations défavorisées. Ces politiques dites des zones d’éducation prioritaires viennent d’être très sévèrement jugées par le Conseil national d’Evaluation su Système Scolaire (CNESCO), **dont je vous engage à lire le rapport** :
15. <http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/09/160927Dossier_synthese_inegalites.pdf>
16. Ainsi les questions liées à l’immigration, à la scolarisation des immigrés et des publics migrants, la montée de l’intolérance et de l’incivilité, la préservation de la laïcité rendent plus que jamais nécessaires les mesures pour tenter de prévenir **ce qui serait en même temps une faillite des systèmes éducatifs et des sociétés libérales** fondées sur des valeurs humanistes. **Alors qu’un enfant d’ouvrier ou d’employé à toujours deux fois moins de chances qu’un enfant de cadre d’obtenir le baccalauréat général**, on estime **que dans les pays de l’OCDE un quart des élèves sont en difficulté scolaire.**
17. La politique d’éducation prioritaire a pour objectif de corriger l’impact des inégalités sociales et économiques sur la réussite scolaire par un renforcement de l’action pédagogique et éducative dans les écoles et établissements des territoires **qui rencontrent les plus grandes difficultés sociales**. La loi d’orientation et de programmation pour la refondation de l’École de la République en a défini l’objectif : ramener à moins de 10% les écarts de réussite scolaire entre les élèves de l’éducation prioritaire et les autres élèves de France. La refondation de la politique d’éducation prioritaire est généralisée à la rentrée 2015.
18. Espérons **que celle–ci sera mieux inspirée et portera davantage de fruits que les précédentes.**
19. Vous voyez **qu’elle ne s’adresse pas simplement aux enfants immigrés,** **même si la scolarisation de ceux–ci pose des problèmes spécifiques**, mais aux enfants et adolescents des milieux défavorisés dans leur ensemble.
20. Mon sentiment est **que nous devons avancer de manière très déterminée sur ces domaines qui relèvent d’une expertise et de constats qui obligent à trouver des solutions.**
21. Dans ces actions les universitaires et le corps enseignant dans leur entier ont leur rôle à **jouer. Le pire serait une forme de démission et de découragement qui** engagerait à ne rien faire. Vous avez un rôle de pionniers. Les autres suivront. **Pour agir** on n’a pas forcément besoin d’être convaincus. Il faut simplement avoir des maitres inspirés. Les autres suivront. L’essentiel est **qu’ils marchent dans la bonne direction**. C’est à vous de la montrer. Ils suivont.

**Questions**

1. Cherchez les phrases relatives par le pronom relatif qui les introduit et son antécédent, tout en notant le no du paragraphe dans lequel elles apparaissent :
2. Cherchez les phrases complétives en notant le no du paragraphe :
3. Cherchez les propositions circonstancielles en notant le no du paragraphe et on les mettant entre parenthèses dans le texte :
4. Dites si M. Mogentale utilise le *que* vicarien en notant le no du paragraphe
5. Relevez une phrase dans laquelle apparaît *que* entrant dans la négation restrictive (ne…que = seulement).
6. Notez le cas d’une subordonnée enchâssée dans une autre subordonnée.